

## XXV

Énumérons ce que nous devons à la politique de Sir John :

1o La protection aux industries canadiennes demandée d'abord et surtout par la Province de Québec dont les industries sont appelées à profiter davantage, et qui va si largement contribuer à faire de Montréal la métropole incontestable du commerce canadien et avant longtemps la rivale de New-York et de Chicago ;

2o Le Pacifique traversant toute la Province de Québec où il aura certainement son terminus d'été soit à Montréal soit à Québec :

3o De forts et nombreux subsides à nos chemins de fer de colonisation :

Grâce à Sir John, le chemin du lac St-Jean est presque terminé, celui de St-Jérôme aux cantons du Nord est assuré, de même que la voie ferrée de la Gatineau.

Ces entreprises sont essentiellement destinées à ouvrir des champs nouveaux à l'immigration des colons français et catholiques. Ce sont des œuvres capitales pour notre race et notre expansion de notre foi. Ceci est indéniable.

Nous dirons même plus, un seul de ces chemins de fer réalisé vaut cent fois mieux que dix questions nationales se rattachant à la corde de Riel et à la cause des Métis qui n'a jamais été menacée, et dont

Blake a, dans tous les cas, toujours été le plus implacable ennemi.

Et ces grandes œuvres que poursuivent les efforts, le dévouement héroïque de nos plus grands patriotes, qui les a combattues à Ottawa ?

M. Blake et son parti, M. Laurier lui-même.

Pourtant M. Blake n'est pas orangiste ! mais en cherchant à ruiner ces entreprises qui sont des entreprises de colonisation, catholique et française, M. Blake voulait porter un coup mortel à notre nationalité.

De son côté, Sir John, en les aidant, aidait encore une fois, des œuvres essentiellement catholiques et françaises.

Où sont nos vrais amis, diront encore les Bellerose et les Trudel ? Dans les rangs de Blake et de Laurier. Singulier cas d'avengement, à vrai dire !

## XXVI

1o. En 1881, nos finances provinciales étaient obérées, la chose est indéniable. Prenons la parole de M. Mercier que nous empruntons aux Débats de M. Desjardins.

M. Mercier, dans un discours fameux prononcé le 9 juin 1881 est à déplorer la ruine de sa chère province et il offre pour la sauver, ses inappréciables services à M. Chapleau qui était alors Premier-Ministre et